

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DU CALVADOS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 23 Juin 1968

4e Circonscription (BAYEUX)

Electrices, Electeurs.

Dans une première affiche, je vous ai dit qui je suis et qui est mon suppléant.

Nous sommes, je vous le renouvelle simplement, des hommes libres et raisonnables, sans passion et décidés à le rester.

Nous ne nous situons à aucune des extrémités de ce qu'on appelle *l'Echiquier Politique*.

De la Politique, nous n'en avons jamais fait.

Je dois dire d'ailleurs si j'en juge par les attaques et les pressions dont nous sommes l'objet qu'il paraît inconcevable à certains que l'on puisse encore se dire un libre citoyen dans un libre pays.

Mais puisque le moment est venu, il faut bien vous dire ce que nous pensons.

Nous pensons : Qu'il faut choisir entre la crainte, l'aventure ou le bon sens

— Qu'après une expérience de dix années. la France repliée sur son hexagone est en proie à une crise sociale sans précédent, tandis que le désordre s'installe dans la rue.

— Que depuis dix ans, l'autorité exercée sans partage et sans discussion, peut seule porter les responsabilités de cette situation désastreuse.

Qu'à l'extrême gauche, une agitation permanente débouche sur la violence.

— Que la paix et la tranquillité publique sont partout menacées en même temps que toute vie économique est paralysée

Dans cette situation, il est bon que des hommes libres et conscients de leurs responsabilités, qui sont grandes, fassent entendre leur voix pour affirmer :

1°) Qu'il est impensable de confier à ceux qui les ont commises la tâche de réparer leurs propres erreurs.

— 2°) Que toutes les violences sont condamnables même si elles expriment l'angoisse d'une jeunesse incertaine de son avenir.

— 3°) Qu'il faut réformer le système politique basé aux deux extrémités sur l'inconditionnalité, et le réformer en donnant à tous les français qui le sont vraiment, le droit de participer à la vie publique.

— 4°) **Que les parlementaires doivent renoncer à s'aliéner et à s'inféoder. Ils doivent exprimer la volonté de leurs électeurs et n'ont de compte à rendre qu'à eux.**

Pour toutes ces raisons nous nous présentons sans étiquette et sans investiture pour conserver l'assurance de demeurer véritablement libres

Mais indépendance ne signifie pas incertitude ou inconsistance et nous voulons sur quelques points vous faire connaître notre pensée.

Sur les Institutions

Le pays les a acceptées, elles nous paraissent bonnes. Tout autre est l'usage qui en est fait.
Elles ne doivent pas être une exclusive et se trouver groupées sous une seule et même autorité.
Une part plus large doit y être donnée à la consultation et à la participation de chacun.
Il doit y avoir une plus grande séparation entre les trois pouvoirs traditionnels de la République.

1°) **Le Législatif** qui établit la loi.
2°) **L'Exécutif** qui en assure l'application.
3°) **Le Judiciaire** qui selon " les plus anciennes et les plus saines traditions " tranche librement et sans subir de pressions d'aucune sorte

Voilà le gage de la liberté et de l'égalité des citoyens.

Sur l'Administration

Celle-ci doit être décentralisée, et ne doivent être prises à Paris que les décisions intéressant la France entière.

Toutes autres questions devraient être réglées à l'échelon régional par une représentation élue et avec la consultation des organismes véritablement représentatifs des syndicats et des professions.

Il faut arrêter le courant de l'urbanisation (qui entasse les populations dans des conditions inhumaines) et réanimer les régions rurales.

Il faut aussi une déconcentration de cette administration qui a tendance à se replier sur elle-même (suppression des justices de paix, des perceptions, etc..)

Chaque citoyen doit trouver à proximité de son domicile les services juridiques, médicaux, administratifs et sociaux dont il a besoin.

LE ROLE DE L'ETAT est d'être au service des citoyens en évitant de mettre les citoyens à son service. Il semble que la dignité de l'homme soit à ce prix.

Sur la Fiscalité

Il est anormal que l'état tolère que derrière d'énormes entreprises certains citoyens considérés comme salariés bénéficient des avantages sociaux réservés à ceux-ci et fassent payer par d'autres le montant de la charge fiscale. Alors que l'artisan, le petit commerçant et l'exploitant agricole, propriétaires de leurs entreprises touchent moins de prestations, paient des cotisations lourdes et sont plus sévèrement imposés.

Pour supprimer cette injustice il faut établir au profit de tous ceux là, LE SALAIRE FISCAL DU CHEF D'ENTREPRISE, déductible de son gain annuel.

Sur l'Europe

Que l'Europe politique doit un jour se réaliser mais que l'entreprise est trop grave et si lourde de conséquences que cette construction doit être faite avec sagesse et réflexion pour éviter la déception qui succède aux grands enthousiasmes.

Et d'abord, pour que dans cette Europe comme dans le Marché Commun qui va naitre, les français et leurs produits soient " à part entière ". Egalisation des charges fiscales, salariales et sociales des six pays européens.

Sur l'Agriculture Française

Que celle-ci a besoin de profondes réformes dans ses structures, mais il nous parait indispensable que ces réformes se produisent autrement qu'en hâte et au prix du sacrifice absolu de la génération en place. Ces réformes indispensables doivent se poursuivre de façon humaine, et pour cela il faut d'abord permettre à ceux qui sont en place (et ne peuvent qu'y rester) de trouver le juste prix de leur travail par une vente plus facile et plus rémunératrice de leurs produits.

Il est certain que l'équipement rural est déjà bien amorcé, il doit continuer, mais cela ne donne rien de vivre dans une région aménagée si on ne vous donne pas en même temps :

- **le moyen d'y rester,**
- **le moyen d'y vivre décemment, et d'y trouver ensuite la sécurité d'une retraite suffisante.**

Sur le Commerce et l'Artisanat, pour nos Amis les Pêcheurs, artisans eux aussi

Que l'état au lieu de favoriser les immenses entreprises s'intéresse de plus près à cette masse énorme de français en aidant les petites et moyennes entreprises, par un allègement de leur excessive fiscalité et permette à l'artisan, nécessaire à notre société, de s'adapter aux conditions de la vie moderne.

Que cessent les importations désastreuses de poisson qui pèsent sur la vie de nos ports et que bien au contraire soient assurés de plus larges débouchés et de meilleures conditions de vente pour cette production obtenue au prix et aux difficultés que l'on sait.

Sur le Salariat

Le réajustement des plus bas salaires et l'amélioration des conditions de travail, notamment par la participation plus active des comités d'entreprise.

ENFIN ET D'UN MOT, Que l'on veuille bien trouver les solutions :

- Par le développement plus intense du tourisme régional.

- Par la création d'emplois, une aide plus forte et moins formaliste à l'accroissement des logements ruraux.

- Par le refus de la suppression des écoles rurales et la réduction des effectifs de ces classes à moins de 25 élèves.

Voilà ce que nous voulions vous dire dans le cadre étroit de cette circulaire.

Voilà pourquoi nous sommes candidats, si notre conviction emporte votre adhésion, votez pour nous mais surtout n'oubliez pas qu'aujourd'hui, c'est ... **POUR VOUS QUE VOUS VOTEZ.**

Roger MASSU
Notaire - Maire de Bernesq
Président du Syndicat Intercommunal
Isigny - Trévières
Candidat Indépendant

Suppléant **Paul LEMARIÉ**
Cultivateur
Maire de Vouilly

Imp. Y. BERNARD - LITTRY - Tél. 20